



16ème législature

Question N° : 12413	De M. Olivier Marleix (Les Républicains - Eure-et-Loir)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer
Rubrique > police	Tête d'analyse >Phénomène de « grande démission » que connaissent les forces de l'ordre	Analyse > Phénomène de « grande démission » que connaissent les forces de l'ordre.
Question publiée au JO le : 24/10/2023 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Date de signalement : 27/02/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Olivier Marleix interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur la réalité des effectifs de la police nationale et de la gendarmerie face au phénomène de « grande démission » que connaissent les forces de l'ordre. En effet, la Cour des comptes a mis en lumière dans son rapport d'analyse de l'exécution budgétaire 2022 de la mission « Sécurités » une hausse constante des départs depuis quatre ans, qui s'élèvent à +33 % pour les effectifs de la police nationale (10 840 départs en 2022) et à +25 % pour ceux de la gendarmerie (15 078 départs en 2022). Ces difficultés à retenir les agents se conjuguent aux difficultés de recrutement auprès des jeunes générations, qui s'expliquent en grande partie par la dégradation des conditions de travail, liées à des horaires extensifs et à une charge de travail de plus en plus lourde. Elles démontrent également que les seules revalorisations indemnitaires perçues par les forces de l'ordre depuis 2016 (+730 millions d'euros entre 2016 et 2022) ne suffisent plus à fidéliser les effectifs. Or, face à cette crise, les réponses apportées sont aujourd'hui insuffisantes et le ministère de l'intérieur semble sous-estimer ce phénomène dont les conséquences risquent pourtant d'être dramatiques pour le pays. En effet, dans le même temps, les chiffres de l'insécurité et de la délinquance se sont encore dégradés en 2022 : +8 % pour les homicides, +15 % pour les coups et blessures volontaires, +11 % pour les violences sexuelles ou encore +32 % d'agressions contre des élus, essentiellement contre des maires. Aussi, il souhaiterait connaître la stratégie et les mesures que le Gouvernement entend déployer pour répondre à ce défi, à l'heure où les forces de l'ordre sont de plus en plus sollicitées et alors que les enjeux sécuritaires ne cessent de s'aggraver.